



Alerte sur les difficultés de l'accueil collectif de la Petite Enfance à Paris

Le manque de moyens en effectifs nuit à la qualité de l'accueil des enfants et épuise les professionnel.le.s que nous sommes. A ces difficultés endémiques, s'ajoutent une baisse du niveau de qualification des agent.e.s, ainsi que des difficultés structurelles, organisationnelles et managériales subies par les responsables d'établissements et responsables adjointes. C'est pourquoi elles sont en lutte et se sont mobilisé.e.s le 30 mai 2022. Tou.te.s les professionnel.le.s des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant rejoignent cette mobilisation.

Aujourd'hui, c'est le glissement de tâches qui s'immisce dans notre quotidien et qui génère une perte majeure d'efficacité des équipes : la directrice fait la plonge, l'agent.e technique surveille la sieste, l'auxiliaire de puériculture prépare les repas...

Par manque de professionnels, la Ville de Paris a été contrainte de réduire de 7h30 à 8h l'ouverture des établissements. Régulièrement, vous êtes confronté.e.s à des réductions d'horaires inopinées, voir des fermetures de section(s). Des centaines de berceaux sont fermés, par manque de personnel (400 places fermées à l'échelle du 20^{ème} arrondissement).

Or, les tout-petits en collectivité ont besoin de continuité de soins, c'est à dire que pour grandir sereinement ils doivent connaître et reconnaître les adultes qui prennent soin d'eux. Cet objectif est déjà compromis car le travail d'équipe se déconstruit insidieusement avec des changements de plannings et des remplacements incessants, toujours par manque de personnel. Les postes des « volants de remplacement » (insuffisants) proposés comme une solution palliative, sont en réalité puisés sur les postes existants et ils accroissent encore plus l'instabilité du travail d'équipes, comme un cercle infernal.

Les parents s'interrogent et c'est bien légitime : « Pourquoi la Mairie de Paris ne recrute-t-elle pas à la hauteur des besoins ? Pourquoi les établissements doivent-ils régulièrement refuser des accueils, décaler les horaires d'ouverture ou de fermeture ? »

En tant que professionnel.le.s, nous nous interrogeons aussi sur ce manque de moyens octroyés pour offrir aux petit.e.s parisienn.e.s un accueil de qualité au sein de la collectivité parisienne, qui fut pourtant jadis si vertueuse en la matière. « Difficile de trouver des professionnels de la Petite Enfance », nous dit-on ! Nous répondons : « formons-les ! Aidons-les à se loger à moins d'une heure de Paris ! Aidons-les avec une augmentation de salaire ! Recrutons des agents techniques pour que la cuisine et la lingerie soient assurés chaque jour ! Reconnaissons la pénibilité du travail de la Petite Enfance ! Laissons les psychologues soutenir les équipes ! Laissons les psychomotriciens intervenir ! »

Nous ne voulons pas croire et ne pouvons pas croire qu'il puisse s'agir d'un choix délibéré de dégrader le service public de la petite enfance pour le transférer progressivement au secteur privé (comme c'est le cas dans les EPHAD) au risque d'engendrer des inégalités entre les familles parisiennes. Ce n'est pas le modèle que nous, professionnel.le.s de la Petite Enfance de la Ville de Paris, avons choisi quand nous avons été recruté.e.s. Ce n'est pas le modèle que nous désirons et que nous défendons.

Nous souhaitons exercer nos missions dans de bonnes conditions, pour toutes les familles et sans aucun lit vacant.

Tout comme les familles usagères du service public parisien d'accueil de la Petite Enfance, notre priorité en tant que professionnel.le.s se porte sur les enfants, leur santé, leur bien-être, leur développement et leur épanouissement !